

USA : Biden sous pression pour qu'il mette fin au programme de migration



Washington, 25 janvier (RHC) L'administration du président américain Joe Biden doit faire face à une action en justice intentée par une coalition de 20 États dirigés par des républicains qui cherchent à mettre un terme à son programme destiné aux immigrants originaires de quatre pays d'Amérique latine.

Dans la plainte déposée devant un juge fédéral au Texas mercredi, les États affirment que l'initiative, qui permet à 360 000 citoyens de ces nations d'entrer aux États-Unis chaque année, est prétendument illégale.

Au début du mois de janvier, Biden a annoncé des mesures censées renforcer la sécurité de la frontière avec le Mexique et réduire les passages illégaux, sur la base de règles qui élargiraient les voies réglementaires permettant un mouvement ordonné tout en accélérant le renvoi des migrants.

Le gouvernement américain a indiqué qu'il prolongeait la procédure dite de libération conditionnelle humanitaire, qui permet à 30 000 personnes par mois originaires du Nicaragua, de Cuba, du Venezuela et d'Haïti de se rendre aux États-Unis pour une période de deux ans et d'obtenir l'autorisation de travailler si des parrains américains couvrent leurs besoins financiers.

Le procureur général du Texas, Ken Paxton, a intenté la veille une action en justice contre l'exécutif, affirmant que le plan ne remplit pas les critères pour être légal.

Le programme "n'est pas appliqué au cas par cas, ne répond pas à des raisons humanitaires urgentes et n'apporte aucun avantage public significatif", indique l'action en justice, citée par The Texas Tribune.

La coalition a fait valoir que la politique élargit illégalement la portée de l'autorité de libération conditionnelle, qui "ne peut être utilisée que dans des situations extraordinaires", ont déclaré les États.

Ils ont également insisté sur le fait que les responsables auraient dû permettre au public de commenter le programme avant de le mettre en œuvre, selon CBS News.

La Maison Blanche a critiqué le procès et a déclaré que les responsables républicains cherchaient à marquer des points politiques, selon le réseau.

"Ils ont bloqué la réforme globale de l'immigration et le financement de la sécurité des frontières, et maintenant ils essaient d'interdire un programme qui a réduit de manière drastique le nombre de personnes qui tentent d'entrer illégalement dans le pays", indique le communiqué.

Selon des statistiques publiées par CBS News, depuis l'annonce de ces dispositions ce mois-ci, la moyenne quotidienne de migrants appréhendés après avoir franchi la frontière entre les États-Unis et le Mexique sans autorisation légale a chuté de plus de 40 %.

Le Texas a intenté plus de 20 procès au tribunal fédéral contre l'administration actuelle, et le bureau de Paxton a pu arrêter temporairement certaines des politiques d'immigration de Biden, rappelle le journal.

À la demande des procureurs généraux républicains, la Cour suprême a empêché en décembre dernier le gouvernement de lever le décret frontalier connu sous le nom de Titre 42, qui permet depuis mars 2020 de renvoyer les immigrants sans papiers sans leur donner une chance d'obtenir l'asile et qui a été critiqué pour son application sélective (Source:PL).



Radio Habana Cuba